

Hurizet GUNDER

Date de l'entretien : 21 janvier 2014

Lieu de l'entretien :

Enquêteurs : Fara POHU

ATTENTION ! Les annotations entre crochets en italique [*annotation*] sont des indications du Rahmi pour aider à la compréhension de l'entretien.

FARA POHU – Hurizet, est-ce que tu peux me raconter ton arrivée en France ?

HURIZET GUNDER – Donc, je suis arrivée à huit ans. J'avais huit ans quand mon papa avait fait la demande de regroupement familial, en 1981, en juin 81, puisque je suis arrivée, l'école n'était pas encore terminée. Et je suis arrivée en Normandie à Flers, dans une petite ville où mon papa travaillait à l'usine Luchoire qui était une grande usine de sidérurgie. Donc, en 81, je suis arrivée j'avais huit ans. Un grand déchirement puisque j'étais à l'école en Turquie. C'était ma deuxième année. Et puis je quittais ma famille, ma grand tante que j'appelais "maman", donc la femme de mon oncle. Et puis, vingt-quatre heures sur le chemin, j'ai pleuré. J'ai pleuré

Tu es venue avec qui ?

Ma maman et mon frère. On était que deux enfants. J'étais l'aînée, il y avait mon frère qui avait quatre ans de moins que moi. Il avait quatre ans. Et maman.

Et est-ce que tu te souviens des premiers mois ici ?

Oui. Oui. Oui, oui. C'était... C'était en juin, donc il faisait beau. On est arrivés, ça devait être vers le 15 ou vers le 20 juin. L'école n'était pas encore finie donc on avait les enfants des copains de mon papa qui allaient à l'école. Je leur posais constamment des questions. J'étais très curieuse. Je ne parlais pas du tout un mot en français. Un dépaysement complet. Donc on arrive 12 rue du Pont Féron. Je me souviendrai toujours de cette entrée. J'étais à l'entrée 12 rue du Pont Féron, à Flers, deuxième étage, dans un T2, T3, deux chambres, un salon, cuisine. Je découvre l'électricité. Je découvre le courant à la maison. Alors en Turquie, on avait pas encore l'électricité, quand j'ai quitté, dans mon village, hein en 80. On n'avait pas l'électricité puisque j'étais à la frontière de la Géorgie. On avait l'eau qu'on allait chercher au puits, mais qui était juste à côté, donc c'était pas très loin. Mais, les cabines téléphoniques, les lampadaires, c'était la question que je me posais : mais qu'est-ce que ça peut être cette chose qui éclaire ? Et puis les cabines téléphoniques, les anciennes cabines téléphoniques là, rectangles : mais à quoi ça pourrait servir ? Ça a été toute une découverte. D'abord du dépaysement d'un pays à un autre, d'un village, puisque j'arrivais d'un village complètement paumé de la Turquie. Je découvre, j'arrive dans une ville. Flers, la rue du Pont Féron, où il y avait beaucoup de personnes d'origine turque mais qui n'avaient pas de liens avec moi. Ça a été très très très difficile les premiers mois. Et puis, septembre, donc, on a fait l'inscription à l'école. Septembre, j'ai intégré un groupe spécifique pour apprendre la langue française. Et puis, j'étais l'aînée de la maison. Et surtout, mon papa est rentré en 74, j'avais un an quand il a décidé de venir travailler en France. Et il a dédié - il passait le service médical avant de rentrer avec l'OMI à l'époque, l'Office de l'Immigration Internationale - et il s'était dit en lui-même, au plus profond de lui-même : "Si j'arrive à passer ce cap, c'est à dire cette visite médicale, pour avoir le visa pour entrer en France, je le dédierais pour ma fille". C'est extraordinaire parce que les pères dédient toujours, dans la culture turque et dans la culture musulmane, puisque je suis issue d'une famille musulmane, à leur fils, et non jamais à leur fille. Et mon papa a dédié la France pour moi. Il a dit : "Bon, j'y vais pour Hurizet. Si j'arrive à dépasser, ça sera pour elle, ça sera pour son bonheur". Donc il m'a inscrite très rapidement à l'école en juin. Et en septembre, j'ai intégré la classe. Ça a été très difficile. Il fallait s'accrocher. J'écoutais beaucoup. A l'époque, on travaillait beaucoup avec les magnétophones les histoires, enfin des

histoires de Grimm justement, avec l'oreille, pour s'imprégner de la langue française. Et puis, c'était la période de Récré A2. Le mercredi je regardais Récré A2 émerveillée. J'ai découvert la télé aussi, noire et blanc. Mon papa avait tout acheté quand on est arrivés dans l'appartement. Ça a été des moments très forts, un déchirement mais en même temps des moments très forts de découverte, de beaucoup d'éléments, d'un pays, d'une autre culture.

Et à quel moment est-ce qu'on a l'impression un peu d'appartenir à cette culture française ?

Je pense à partir de mes dix-huit ans. Je rêvais d'avoir mes dix-huit ans. Ça a été un rêve de toute petite : avoir mes dix-huit ans, avoir ma liberté, de dire, voilà : je peux faire ce que je veux à mes dix-huit ans. Je pense qu'à partir de mes dix-huit ans, je me suis sentie davantage française. Parce que d'abord j'ai fait la démarche d'avoir la nationalité française. Mais aussi j'avais passé le cap. J'ai fait l'école primaire, collège, lycée, le bac. Et ça y est, j'étais imprégnée de l'école républicaine. Mais en même temps, je connaissais tout ce milieu. Donc, en plus, mon parcours est très différent parce que je suis restée à Flers en Normandie jusqu'en CM1. Je suis descendue sur Bordeaux parce que mon papa avait perdu son emploi. Arrivée à Bordeaux, je suis restée à Créon un an, à Cursan précisément. Une année CM2, je repars à Libourne, pour continuer le collège. Et puis, fin du collège, lycée, je descends à Cenon. J'arrive à Cenon en 92. 92 je suis arrivée à Cenon. Et j'ai découvert la communauté turque aussi, pour moi, qui était complètement différente parce que je n'avais que très peu de liens avec la communauté turque, sauf pour des mariages, pour des moments très forts, mais c'est tout, ça s'arrêtait là. Parce qu'à Libourne, il n'y avait pas beaucoup de familles d'origine turque. Et ça a été des moments extrêmement forts. Et puis c'est là où on se dit... Je crois qu'après le bac et le fait d'intégrer la fac, ça y est, on commence à regarder différemment. On se dit, ça y est, mais on est français. Et puis, le deuil du retour est fini. C'est-à-dire que le deuil de mes parents... Enfin, le retour dont ils parlaient de revenir au pays, au-delà des vacances, c'était fini. Ça y est. Ça y est. On reste ici. On s'installe ici. Maman a eu trois enfants après nous. Donc ça y est, on s'était installés. C'était devenu notre pays. Et puis l'apprentissage, l'école. Mon

papa a suivi beaucoup mon parcours scolaire. Il venait très souvent aux rencontres parents-professeurs. Et avec le très peu de langage qu'il avait en français, il disait : "Hurizet, elle travaille à l'école ? Elle va continuer. Si elle ne travaille pas, je la reprends." Donc c'était aussi : "Ah non, mais Hurizet très volontaire, elle est très dans..." J'étais très volontaire. J'adorais lire. J'ai eu beaucoup de lacunes hein, au niveau du français, mais j'étais battante. Je voulais absolument réussir, pas du tout avoir le même parcours que, forcément, celui de ma mère. C'était un parcours différent que je voulais.

Donc, aujourd'hui, tu es militante, engagée aussi dans ton travail. Mais à cette époque-là, est-ce que ça se dessinait déjà ? Quand tu as dix-huit ans, tu fais quelles études ? Tu veux te diriger vers quoi ?

Mon rêve était de devenir Médecin sans frontières. Et j'avais un professeur qui était extraordinaire, même déjà au collège, qui voyait que mes problèmes de français posaient un gros problème. Donc il m'avait dit : "Mais tu sais Hurizet, il faut pas aller loin pour aider les gens. Donc tu peux rester. En France, on peut aider les gens." Et je m'étais dit, alors pourquoi pas avocate ? Alors, vraiment avocate, aller défendre le droit des personnes. C'était vraiment un... vouloir. Il y avait quelque chose en moi qui voulait aider les autres, quels que soient, je dirais, le métier ou le parcours que j'allais effectuer. Et ça a été en arrivant à Bordeaux. J'ai dit : "Je reprends". Donc je voudrais aller à la fac, faire une capacité de droit. Donc, je vais m'inscrire à la fac, et au moment où je me suis inscrite, il y avait... Je me mets ce réseau de militants, d'associations... je commence à travailler un peu sur l'immigration turque. Et je me dis : "Tiens, ils sont différents. Ils s'habillent différemment, pas du tout à l'européenne." A Cenon, hein, donc je rencontre la population. Je découvre la communauté turque à partir de 92.

Ce qui n'était pas ton cas ?

Non, ce n'était pas. Voilà, j'étais d'une famille musulmane. Cela m'arrivait de porter le foulard, surtout pendant les périodes, les fêtes religieuses. Donc je faisais le

ramadan. On ne buvait pas d'alcool. On ne mangeait pas de porc. J'allais à l'école. Jamais la question du foulard ne s'était posée. Mon père ne me l'avait jamais imposé. J'étais une fille, toute ordinaire je dirais. Et arrivée à Cenon, je découvre une population qui n'est pas d'abord... qui arrive d'une autre région. Moi je fais partie de la région de Posof, à la frontière de la Géorgie. Je découvre la communauté turque de Yalvac, du centre anatolien. Et là, je les vois avec des vêtements complètement différents, pas du tout ceux de ma mère non plus, parce que ma mère, bon, même si elle était voilée, elle portait le foulard, mais elle était habillée européenne, je dirais. Et c'est là où je découvre, en particulier une situation qui m'a beaucoup interpellée. Je découvre une jeune fille qui était amenée de Turquie par le biais du mariage, un mariage arrangé. Dix-sept ans, et le mari était parti, et elle avait un bébé, et elle était chez la belle-famille, les voisins de mes parents. Ouh, là, je me dis : "Mais c'est pas possible, mais il faut aider cette personne." Et c'est comme ça que j'ai commencé à travailler auprès de ces femmes, à les accompagner pour des démarches administratives, à côté de mes cours. Et au moment où je faisais mes cours, je deviens copine avec une jeune fille française qui me parle de Sainte-Eulalie, qui me dit : "Mais tu sais, à Sainte-Eulalie on a une très forte communauté turque qui n'est pas du tout intégrée". Alors, voilà, ça m'interpelle. Je décide d'aller rencontrer Sainte-Eulalie, le Centre social. Et à l'époque c'était Gérard Castelain qui était directeur du Centre social. Gérard me parle de la population et puis je commence à m'intéresser. Et je lui dis : "Mais je peux venir faire du bénévolat, de l'interprétariat". Il me dit : "Ben très bien". Donc j'allais de temps en temps les aider aussi bien à l'école qu'au centre social pour faire de l'interprétariat. Et de là, je décide de créer une association turque. Je demande à rencontrer le FAS (Fonds d'Action Social) dont, à l'époque, Monsieur Diaz était le directeur, et je rencontre aussi Christine Hourque [?]. Et Monsieur Diaz me dit... Je lui dis : "Écoutez, je voudrais créer une association pour les turcs, pour les aider". Il me dit : "Mais, on va pas subventionner une association à caractère communautaire". Je lui dis : "Très bien". Mais bon, en même temps, moi ça m'interpellait. Entre-temps, je travaille sur la commune. Je fais de l'interprétariat. J'accompagne.

Là, tu étais rémunérée ?

Non, bénévole. Que du bénévolat. Je rencontre Maggie Mulouse [?]. Elle travaillait au CCAS en tant qu'assistante sociale au service social d'aide aux immigrants. Je lui parle de mon ambition de créer une association, et tout ça. Et elle me parle de la ELELE, La Maison des Travailleurs de Turquie de Gaye Petek Salom à Paris. Je lui dis : "Écoute, j'aimerais bien la rencontrer". Je commence à faire des démarches et, en plein ramadan, je décide d'aller à Paris pour rencontrer Gaye. Et je suis partie à Paris avec une bonne-sœur, c'est-à-dire, qui était sur Cenon, que j'avais rencontrée, comme ça, mes parents savaient que je partais avec Marie-Cécile. Marie-Cécile c'était la bonne-soeur, donc il n'y avait pas de risques [Rires]

Tu étais chaperonnée ?

Voilà, j'étais stratégique. J'avais tendance à être très stratégique. Et je vais à Paris, au douzième. Je rencontre l'association de ELELE, Gaye, qui me dit, à ce moment-là : "Ben, tu sais Hurizet, on est en train de travailler avec la DPM, Département Population Migration, pour créer des postes d'ADLI, des Agents de Développement Local pour l'Intégration de la communauté turque, pour aider un peu la communauté turque, pour leur permettre de tisser des liens avec la société d'accueil qui est la France. Je lui dis : "Mais pourquoi pas. Je verrai le moment où le poste va se créer". Et il s'est avéré que je n'avais pas encore terminé la fac, ça faisait à peine deux ans, que la DPM met le poste de l'ADLI et Bordeaux est choisi. Et c'est comme ça que j'ai intégré le poste de l'ADLI, par l'intermédiaire de Gérard Castelain qui travaillait avec moi déjà, par l'intermédiaire de Monsieur Diaz qui était déjà au courant, et le CLAP (Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion) qui travaillait à l'époque sur la question de la médiation socioculturelle. Et j'ai intégré le CLAP avec un comité de pilotage, avec tout un réseau et j'ai commencé à travailler en tant qu'ADLI. Cela fait dix-sept ans. Entre-temps j'ai repris mes études universitaires. J'ai travaillé pour être coordinatrice de projets à l'étranger. Je suis partie à Rabbah pendant un mois et demi j'ai travaillé sur le nouveau code de la famille, la moudawana, qui m'a beaucoup intéressée.

Avec qui tu as fait ça ?

Avec Bordeaux II. Donc voilà, à la fac. A Bordeaux II en gestion et développement humanitaire. Donc c'était vraiment... Ça me touchait énormément de partir. Et donc voilà. Donc, entre-temps, bien-sûr, on a créé notre association qui s'appelle "Ici et là-bas"

Alors, on va revenir sur l'ADLI quand même. En quoi il consiste ton travail ?

Mon champ d'intervention, c'est les quatres communes de la rive droite. Donc Lormont, Cenon, Sainte-Eulalie, Floirac. Mon rôle c'est la médiation socioculturelle, la médiation auprès des familles, l'accueil du public, l'information et l'orientation si nécessaire. Les projets, les derniers projets par exemple c'est l'ANDRU, l'Agence Nationale De Renouveau Urbain. J'ai beaucoup aidé à travailler avec les villes de Lormont, de Cenon et actuellement de Sainte-Eulalie sur le renouvellement urbain. C'est aussi de travailler pour la mobilisation du statut de la femme turque, la libération et la prise de parole.

Avec qui tu travailles là-dessus par exemple ?

Avec le CIDFF et l'APAFED on a beaucoup travaillé sur refuser la violence conjugale. Beaucoup, avec une plaquette qui s'appelle "Refuser la violence conjugale" en turc et en français.

Mais ça veut aussi dire que, non seulement vous faites une plaquette, mais vous faites de l'information auprès des populations ?

Tout à fait, auprès de la population. Tout à fait. On a fait des réunions d'informations dans les Centres sociaux, dans les MDSI, dans les Infos-droits, à la Maison du droit et de la justice. Ça dépend. C'est-à-dire qu'on va être aussi opportunistes. On va voir où il y a un besoin. Et à ce moment-là, on est là et on donne l'information. On va expliquer la plaquette. Ce n'est pas que donner la plaquette comme ça aux personnes.

Comment il est perçu ton rôle par les usagers ?

Ah ils sont ravis. Ils sont ravis d'avoir un poste comme celui-ci, parce que d'abord, il y a le secret professionnel. Il y a la question de l'intimité. Il y a la question que les gens peuvent s'exprimer librement. Et donc, ils sont ravis. C'est un soutien pour eux. Et surtout un soutien parce que, si on prend un peu l'immigration turque, elle date des années 70. Les années 80 c'est le regroupement familial des familles. Et puis, on aurait pu imaginer que ça devrait baisser. Le rôle de l'ADLI n'aurait pas dû être depuis dix-sept ans présent. Le poste était trois ans plus trois ans. Ça devait s'arrêter. Et puis finalement, opportunité, il a continué. Pourquoi ? Parce que le flux migratoire ne s'est pas arrêté. Par rapport à d'autres populations où le flux migratoire s'est estompé, la communauté turque, non. Puisque 90 % des mariages ont eu lieu encore au pays d'origine. Tous ces jeunes, issus de la deuxième génération comme moi, ou arrivant en bas âge, ou né en France, ils ont acquis la nationalité française, puisque la Turquie accepte la double nationalité - donc d'avoir la nationalité turque et la nationalité française - il y a un mariage qui se fait au pays d'origine à 90%. Donc le flux migratoire continue. Avec ce flux migratoire, la demande et le besoin de l'ADLI sont toujours présents. Donc, ils sont ravis. Ça leur permet de faire le lien avec les services sociaux, les services de l'Etat, les services de collectivités mais aussi les services des établissements scolaires de la primaire jusqu'au lycée. On travaille. Il y a la médiation scolaire. Il y a la médiation... les équipes éducatives. Et tout ce qui est lié au PRE, Programme de Réussite Educative. Donc on va intervenir à la demande des familles, à la demande des partenaires, qui peuvent être des partenaires associatifs mais aussi des partenaires institutionnels. C'est vraiment... On est là aussi, un petit peu je dirais... la passerelle entre le pays d'accueil, la société d'accueil et le pays d'origine. On est aussi, pour donner l'information, on travaille beaucoup aussi avec... A la fac, on a des cours. J'ai eu l'occasion de donner plusieurs cours sur l'immigration turque. On nous a demandé sur Cenon, au niveau des services sociaux, ou on nous a demandé aussi au niveau des centres sociaux de parler de l'immigration turque. Donc c'est aussi des temps de formations, on va dire des ateliers interculturels sur la question de l'immigration turque.

Ça veut dire que tu peux aussi aller dans les établissements scolaires par exemple ?

Tout à fait.

Ils font appel à toi ?

Ils font appel à nous, tout à fait. A moi et à ma collègue. Puisque moi je suis ADLI et j'ai une collègue qui est médiatrice et interprète qui intervient aussi auprès de moi, pour je dirais, pour booster un petit peu le poste de l'ADLI parce que toute seule, c'est pas possible.

Pourquoi ?

Il y a trop de demandes. On est à 400 situations en 2013. 400 demandes.

Sur la rive droite ?

Sur la rive droite on a accueilli 400 personnes. C'est énorme. On est à plus 1200 interventions.

Et à Bordeaux, il y a quelque chose ?

Non. Alors, il y a Internet Gironde qui s'est créé. A Bordeaux, il y a l'AMI. Il y a MANA qui peut intervenir. Si, il y a Promo-Femmes, ils ont deux personnes d'origine turque qui les aident à traduire, à accompagner si nécessaire ou à recevoir les personnes d'origine turque.

Donc, ça c'est ton travail depuis dix-sept ans.

Tout à fait.

Et par ailleurs, tu t'es impliqué dans une association ?

Par ailleurs, on a créé une association qui s'appelle "Ici et là-bas", qui est pour la promotion de la double culture : [*Termes turcs*] c'est-à-dire "Deux terres, deux cultures", qui est vraiment pour la promotion de la double culture. Donc là aussi c'est de l'information sur la culture française. La culture française par rapport aux primo-arrivants, mais la culture turque aussi par rapport à la société. C'est aussi faire des soirées interculturelles. C'est aussi faire des soirées d'échanges des savoir-faire entre femmes. C'est aussi organiser la journée de la femme avec une exposition qu'on a fait venir de Paris sur la femme turque au fil du temps, ici et au pays, parce qu'il faut savoir aussi que dans le pays où les femmes turques sont restées, hein, donc des jeunes de mon âge qui sont restées, il y a toute une évolution qui s'est faite, et que la femme turque qui est arrivée ici, je dirais la génération de mes parents, et ben le temps s'est arrêté de tourner, parce que la vie sociale, elles ne l'ont pas eue. Elles ont eu des enfants, il fallait s'en occuper. Elles ont eu la maison, il fallait s'occuper de la maison. Et puis l'extérieur était étranger pour eux. La question de la barrière de la langue, peu d'apprentissage et donc un renfermement un petit peu ici en France.

Donc une femme turque de 40 ans n'est pas la même qu'une femme turque en Turquie ?

Tout à fait. C'est pas du tout la même. On va dire qu'il y a une émancipation qui s'est faite au pays et pas du tout ici. Alors pas celle de 40 ans. Je dirais plutôt 50 ans, 50-60 ans aujourd'hui. C'est pas du tout la même. Alors les jeunes qui arrivent par le biais du mariage, on trouve que ce sont des jeunes femmes qui sont intégrées. Elles vont s'intégrer très rapidement parce que, d'abord elles arrivent des grandes villes. C'est plus du tout la même population. Je dirais que c'est le même fléau un petit peu en Turquie. Donc les villages se vident vers les grandes villes. La langue, donc l'école, l'école est obligatoire en Turquie jusqu'il y a 15 ans en Turquie jusqu'en CM2. Depuis c'est obligatoire jusqu'en collège, fin collège, comme ici. Et puis mixte, c'est l'école

mixte. Donc les filles, elles ont fait aussi leurs études. Et aujourd'hui on peut découvrir aussi... Au sein des familles turques aujourd'hui, il y a... Alors, l'INSEE dit... L'INSEE de juin 2013 dit qu'il y a un échec scolaire qui a été noté à Bordeaux de la part des enfants d'origine turque. Un échec scolaire plus important par rapport à d'autres populations. Par contre, ces familles qui se sont implantées en France, ou à Bordeaux, leurs familles qui sont restées là-bas, on découvre que les neveux, les nièces qui sont restés, ben finalement, ils ont fait des études. Donc des études qui peuvent être plus longues, enseignants, médecins ou avocats. Faut savoir que le système de bac n'est pas du tout le même qu'en France. C'est un petit peu le même qu'aux Etats-Unis ou en Angleterre. C'est pas... C'est au nombre de points : au nombre de points, vous intégrez telle fac et non pas celle-ci.

Et comment tu expliques cet échec ici ?

La double culture et la double langue. La langue française est très difficile. On l'entend d'une manière, on l'écrit d'une autre manière. Il y a mille façons d'audition, alors que la langue turque est très facile. Elle est phonétique. Elle est phonétique. Après, il y a eu des cas, hein, des cas de jeunes qui ont bien réussi. Mais c'est très compliqué. Et puis, la barrière de la langue. A la maison, tout le monde est branché 24 heures sur 24 en Turquie avec les paraboles. Donc c'est vrai que ce n'est pas du tout la même façon. Et puis ce sont des enfants d'ouvriers aussi. Donc on sait très bien aujourd'hui que très peu d'enfants d'ouvriers réussissent. Donc c'est aussi tout ça. Je pense que les générations à venir vont changer. Et puis, il suffit de voir. Cette année, même l'année dernière, il y a plus de cinquante élèves d'origine turque au lycée Elie Faure. L'année dernière, le meilleur élève du lycée Elie Faure qui a eu le bac avec 19 et quelques, c'était un enfant d'origine turque. Et puis, il a même pris son appartement à Bordeaux, alors que les parents habitent à Artigues. C'est quand même. Il y a des... Comme toute immigration, il y a un temps d'émancipation, un temps d'intégration et un temps où tout se fera. Ça prend plus de temps au sein de la communauté turque. Parce que d'abord c'est la... Je peux pas dire que c'est la plus récente immigration puisqu'on voit l'arrivée des roms et des bulgares turcophones, les gens des pays de l'est sont quand même plus récents. Mais la Turquie n'a jamais

eu de liens avec la France. Elle n'a jamais été colonisée. A l'inverse, eux-même ils ont colonisé. L'empire ottoman, 650 ans. C'est "fort comme un turc". Enfin, il y a quand même des idées. Et puis aujourd'hui, la crise économique, on va dire, touche un peu tout le monde. Ça touche aussi les turcs, mais très peu aujourd'hui... Il y a une forme d'intégration, l'accession à la propriété. Une grande partie de la communauté turque accède à la propriété. C'est l'achat, c'est la richesse. Donc il faut montrer, il faut acheter. Et puis les systèmes bancaires, donc on a appris, on sait comment utiliser. Donc les parents ont investi au pays d'origine. Et nous on va investir en France. C'est notre pays.

Qu'est-ce qui fait que tu as eu envie de créer cette association ? Tu étais déjà très impliquée par ton travail. Donc il y avait un peu un doublon.

Oui. Mais en même temps, c'était de pouvoir donner aussi un autre lieu... Ça a été aussi une rencontre avec des jeunes étudiants à l'époque, qui étaient aussi sur cette idée de créer une association. Je ne m'étais jamais dit : "Il faut que je m'approprie quelque chose à titre personnel". Moi je dis souvent que tout élève d'origine turque ou français mais dont les parents sont d'origine turque, pour moi tout enfant qui réussit c'est aussi un peu de réussite de moi-même. Parce que c'est important. Ou toute femme qui va commencer à travailler et qui va apprendre le français, pour moi c'est aussi que j'ai quelque chose. Enfin, il y a vraiment... J'ai du... J'ai réussi quelque part, je me dis. D'abord, j'ai réussi à sortir ces femmes de l'anonymat. Elles peuvent s'exprimer. Elles peuvent demander. Elles peuvent demander le divorce. Il y a aussi une très forte demande de divorce aujourd'hui. Et que, rester sur moi-même au CLAP, oui c'est une chose, mais c'est pas suffisant. C'est bien aussi d'avoir... Le CLAP c'est aussi dans un cadre. Au CLAP je ne peux pas non plus faire ce que je veux, c'est-à-dire faire venir une expo, faire une soirée interculturelle. Non, il faut demander l'avis à mon employeur ou il faut créer des projets. Alors que, quand c'est à soi-même, et bien, on décide, on a un bureau, on réunit et on dit voilà, on veut faire telle action. Donc on ne demande pas forcément. Voilà. Alors, on a eu des subventions, hein, par le FAS à l'époque, on avait accès et par la ville de Cenon puisqu'on est implantés à Cenon. Et c'était même pas un doublon. Je ne suis même pas partie que cela allait

être un doublon. Non, c'était un plus. Et je rigole souvent parce que je me dis que rien n'est éternel. Et je dis souvent à mon employeur que tout le fond documentaire qu'ils ont sur l'immigration turque, si un jour la mission de l'ADLI s'arrête, est-ce qu'il pouvait me la donner ! [Rires] Donc, vous voyez, c'est des stratégies. Toute ma vie a été des stratégies. Il a fallu que je négocie, que je travaille. D'abord un travail sur moi-même, mais sur tout un ensemble. Et puis, j'ai vraiment découvert qu'il y avait un besoin de créer aussi une association. Ce n'est pas une institution, c'est une association. Et là on peut dire des choses. On n'est pas dans des cadres, où il faut rentrer dans des cadres. Quand on fait un bilan, il faut le faire rentrer dans un cadre. Alors que dans une association, on ne fait pas rentrer dans un cadre. Il y a plus de parole. Les gens ont le droit de choisir. Là-bas, je suis salariée. Là, c'est moi la présidente. Donc j'écoute plus la voix de la population et l'envie des jeunes.

Donc, c'est surtout des jeunes ?

Des jeunes. Ah oui, c'est que des jeunes. Que des jeunes.

C'est-à-dire, elles ont quel âge ?

Entre vingt et trente ans. Trente ou quarante.

Donc des jeunes qui...

Qui parlent d'abord la langue française, qui sont intégrés, qui travaillent, qui sont soit au chômage mais qui ont fait des études universitaires. C'est vraiment une mixité de personnes.

Et tu vois concrètement que ça leur apporte quelque chose ? Que c'est un lieu-ressource pour eux ?

Tout à fait.

Comment tu vois ça ?

Ben, quand on fait des manifestations. Quand on voit que finalement au lieu de toucher 50 personnes on va en toucher 100 voire 200. La journée du 8 mars, on a touché plus de 300 et quelques. On a fait venir des chanteurs d'extérieur. Et pas des chanteurs femmes, on a fait venir des chanteurs hommes. Donc ça veut dire qu'il y a un besoin. L'expo on l'a mise pendant une semaine à château Palmer.

Mais c'est forcément autour de la culture turque les expositions, les chanteurs ?

Ça n'a été qu'autour de la Turquie. C'est aussi pour promouvoir la culture turque. C'est important. Je pense qu'on peut dire qu'on est intégrés, on peut dire qu'on fait partie de cette société, qu'on est français, mais les racines sont là-bas. Peut-être que nos enfants, parce qu'eux ils sont nés ici, peut-être qu'au bout de la deuxième, de la troisième ou quatrième génération, ce sera différent. Mais pour notre génération, il y avait besoin association. Alors qu'il y a quinze autres associations aux alentours. Il y a l'association du fonds funèbre turc pour le rapatriement des corps. Il y a l'association du centre culturel et culturel turc avec la mosquée officielle, avec un imam officiel envoyé par le gouvernement turc. Il y a le comité de parents d'élèves turcs qui est pour la langue turque, l'apprentissage de la langue turque avec trois enseignants turcs envoyés par le gouvernement turc, payés par le gouvernement turc. Ce sont les officiels. Après il y a les associations des Chiites qui s'appellent Alévis. Il y a les associations musulmanes de plusieurs confréries. Donc il y en a un à Latresne. Il y en a deux à Cenon. Enfin, voilà, ça s'est monté aujourd'hui. Il y a quinze associations. Mais il faut savoir que quand dans la communauté turque, deux turcs se rencontrent à l'étranger, la première chose qu'ils se posent est la question : "Tu es d'où ? Tu es mon frère". Voilà. Il y a aussi les associations régionales qui se sont montées. Par exemple, il y a l'association de Posof, de ma région. Il y a l'association de Yalvac, qui s'est créée aussi qui est sur Cenon, donc, qui vont faire aussi des manifestations dans certaines périodes de l'année pour promouvoir leur culture de leur région.

Et de là, tu t'es impliquée également dans la vie politique cenonnaise ?

Et de là, je me suis impliquée dans la vie politique cenonnaise. C'est-à-dire qu'en 2000, Jospin a été premier ministre, et à la Villette, a fait une journée des jeunes citoyens issus de l'immigration. Et je faisais partie de ces jeunes qui sont montés à la Villette à Paris. Et j'ai rencontré Martine Aubry. Il y avait tout le gouvernement de Jospin à l'époque. Et je ne sais pas pourquoi, il s'est passé quelque chose entre cette femme et moi. Je suis revenue et j'ai adhéré au parti socialiste de Cenon pendant quatre ans. Et je faisais partie, j'ai adhéré et après je faisais partie de la commission administrative du parti socialiste de Cenon. Et après, Monsieur le Maire m'a demandé d'être élue, d'être sur sa liste. J'ai dit oui. Mais après je me suis dit : " Est-ce que je vais être éligible ?" Alors je le rappelle le lendemain et je lui dis : "Monsieur le Maire, est-ce que je vais être éligible ?" Il me dit "Oui". Mais je ne savais rien de la vie politique. A part être au parti socialiste, c'est autre chose. Être sur le terrain et être sur liste, et être élue, c'est une autre. Et c'est comme ça qu'en 2008, j'ai été élue au Conseil municipal sur la politique de la ville et contrat contractuel [?] sur Cenon. C'est une grande expérience. C'est une très très grande expérience. C'est un autre mode d'intégration [Souffle]. C'est difficile. Il faut s'accrocher. C'est un autre monde, je me dis. Ce n'est pas du tout le travail. On dit que le travail est difficile. Mais en fait, être dans la vie politique, c'est autre chose. Et puis, je me suis accrochée. Et donc, prochainement, il y aura les autres élections. Donc on verra ce que ça va donner. Mais c'est très enrichissant. Quand on regarde de l'extérieur la ville ou la mairie, on se dit : "Enfin, c'est six-cent-cinquante personnes qui travaillent. C'est une grosse boîte". [Souffle] Que dire ? Une femme. D'abord être une femme, c'est une chose. Et être élue, c'est une autre. Et en plus, une femme issue de l'immigration. Et en plus une femme musulmane. Donc ça a été un long chemin. Mais comme je suis battante, j'ai réussi. Je ne dois rien. Je n'ai jamais demandé quoi que ce soit. On m'a appris parce que j'avais des compétences. Et ils ont cru à ces compétences. Et ils n'ont pas eu tort, puisqu'ils me demandent d'être sur la prochaine liste. Mais c'est vrai que j'ai beaucoup travaillé sur moi-même depuis que je suis élue sur la commune.

Ça veut dire quoi "travailler sur soi-même" ?

Le regard qu'on peut porter sur les politiciens. Le regard qu'on peut porter quand on a des..., pas du pouvoir parce qu'au Conseil municipal on n'a pas beaucoup de pouvoir, mais on a un petit peu. Donc cela veut dire qu'il y a certaines portes qui vont s'ouvrir plus facilement. Pas pour soi-même, parce que là c'est vraiment par rapport aux cenonnais et aux cenonnaises. Je dirais que si je repars pour un autre mandat, c'est parce que je veux pouvoir apporter aux cenonnais et aux cenonnaises quelque chose d'autre, davantage, sur toutes questions confondues, que ce soit du logement, que la précarité, que le social. Mais c'est vrai que, être élue c'est... Je n'aurais jamais cru. Puisque, arrivée à huit ans, ce parcours qui n'est pas du tout dit normal. Et puis j'ai un mari qui est extraordinaire dans ma vie, puisqu'il est là. J'ai trois mômes ! Donc il faut être là. Donc c'est... Je ne sais pas comment je pourrais déterminer. Je ne vis pas pas avec la nostalgie de mon pays, puisque, voilà, c'est quand même mon pays la Turquie. J'y suis restée jusqu'à huit ans, c'est mes racines. Mais voilà, je regarde devant. Et je pars vers l'avant. Je me dis : " Pourquoi pas un jour un maire d'origine turque ? Pourquoi pas une femme à la tête de l'Etat français ?" Voilà, je suis très militante, très féministe. Je me bats beaucoup auprès des femmes par rapport à leurs droits, à l'égalité des chances et l'égalité des droits, la question de la parité justement au niveau des mairies. Même si certaines mairies jouent le jeu, d'autres ne jouent pas. Je me battrais. Mais en même temps je suis très militante aussi sur le droit des immigrés. Je me dis qu'ils n'ont pas forcément demandé à être là. Qu'on leur a demandé. Moi, j'ai pas demandé à être là. Moi, mon père, il m'a prise, il m'a amenée. Mais voilà, je me dis que le droit de vote des étrangers. J'y crois énormément. J'espère que, voilà, ça passera. En 81, Mitterrand avait promis. On est en 2014. Voilà, donc, ça se fera.

Hurizet, tu m'as montré quelques documents. Est-ce que tu peux me dire un petit peu ce qu'ils sont ? Alors, on va peut-être repartir...

Alors, cette photo. Alors celle-ci c'est au centre social de Sainte-Eulalie, on faisait des échanges de savoir-faire. Donc on fait des raviolis turcs. Donc c'était extraordinaire. On leur a fait faire des raviolis turcs. Donc les échanges de savoir

c'était des femmes d'origine turque avec d'autres femmes maghrébines, françaises. Et on prenait chaque trimestre une thématique. Donc là c'était notamment la cuisine turque, mais ça pouvait être la cuisine française ou la cuisine maghrébine, voilà.

Donc, toi tu es ADLI ?

Oui, je suis ADLI. Et là je suis maman. Maman et trois générations. Trois générations, donc mes parents, moi et mes enfants. On a fait... La Croix avait pris le parcours de plusieurs générations de femmes qui avaient réussi et de familles. Et voilà, alors on avait été choisis. Alors je ne sais pas qui avait donné... Quelqu'un de Paris avait donné mes coordonnées. Et elle m'a appelée. Et elle est descendue de Paris, la journaliste, pour faire ça. Et c'est sorti même chez ADRI, à l'époque il y avait ADRI presse, voilà. Ah voilà ma première photo de ma vie. Ma première photo de ma vie. C'est celle-ci. Donc le 3 juin 81, mon père devait nous amener en France, et il fallait faire les photos, les pièces d'identité et les extraits d'acte de naissance. Et voilà, c'est ma photo des huit ans. C'est ma première photo. Celle de mon frère. Mon frère qui avait quatre ans et ma maman qui était bien jeune à l'époque, hein, ma maman. Moi, je dirais que l'exil a un goût amer pour nous, un petit peu, et plus amer pour ma mère puisqu'elle a quitté ses parents, tout. Et puis je me souviendrai toujours de ce 12 rue du Pont Féron où ma maman, elle guettait le facteur et elle courait descendre les escaliers de deux étages pour voir s'il y avait un courrier, une lettre de ses parents, qui à l'époque arrivaient tard quand même. Et puis, le soir, quand elle voyait la lune, elle disait : "Est-ce que ma mère regarde la lune en même temps que moi ? Est-ce que cette lune est là-bas aussi ?" Donc c'est des moments qui m'ont beaucoup marquée aussi. Voilà. Et puis. Et puis, et puis, mon mariage. Ah ça y est. Je me suis mariée en 93. J'avais quel âge ? Non ! 20 ans. Mais avec... Et il est arrivé en France un an plus tard. Il est arrivé... Le 17 décembre, il a eu son visa. Alors, le 17 décembre 94, il a eu son visa pour rentrer en France. Donc ça a été, ouf, c'est des moments très forts. Très forts parce que, voilà, j'avais mes dix-huit ans. Et puis aujourd'hui, ben voilà, j'ai [Rires] bientôt quarante ans, donc c'est... J'ai eu mes quarante ans, ça y est. Je me dis "Mon Dieu", je voulais absolument avoir mes dix-huit ans, puis finalement, ça passe, ça passe vite. Mais je n'ai pas fini. La vie continue. Inchallah. Et j'aurai beaucoup de choses à

faire, beaucoup de choses comme, comme défendre les droits de l'homme, de l'immigration, le droit de vote des étrangers, le droit des femmes, la parité, la mixité, le travail. Travail égale même salaire hommes-femmes. C'est tout ça. Alors on se pose la question souvent : on peut être une femme comme moi, musulmane et en même temps laïque et féministe. On peut. Je me dis. On peut. Il n'y a pas de raison.